DÉSINCARCÉRER LE FUTUR

—

Olivier Starquit
& *Barricade*

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Barricade 2025

9 juin 2024, résultat des élections fédérales en Belgique et douche froide. La crainte d'une vague bleue en Wallonie et le renforcement du *Vlaams Belang* en Flandre se confirment très largement. Le même soir, Emmanuel Macron annonce la dissolution de l'Assemblée nationale française et offre un boulevard au *Rassemblement national,* grand vainqueur des élections européennes dans le pays, qui finalement n'obtiendra pas la majorité aux législatives anticipées, suite notamment à la mobilisation des diverses forces de gauche réunies sous la bannière d'un *Nouveau Front Populaire*. Cette séquence de juin suit les multiples alliances gouvernementales réalisées ces dernières années par la droite avec l'extrême droite, comme en Autriche, en Grèce ou aux Pays-Bas. Au Parlement européen, les groupes d'extrême droite agrégés surpassent de quatre sièges le premier groupe politique de l'hémicycle[1] et l'un des postes de vice-présidence de la Commission européenne a été attribué à un membre de *Fratelli d'Italia*, parti d'extrême droite italien mené par Giorgia Meloni. Une extrême droitisation des gouvernements qui ne se limite pas à l'Europe occidentale, comme en

1 En agrégeant le groupe des *Conservateurs et réformistes européens* (80 sièges), celui des *Patriotes pour l'Europe* (86 sièges) et le groupe *L'Europe des nations souveraines* (26 sièges), les groupes d'extrême droite comptabilisent ainsi 192 sièges, quatre de plus que les 188 du *Parti Populaire Européen*. À noter que si cette agrégation s'avère utile pour donner une idée du poids de l'extrême droite au sein de l'hémicycle européen, elle gomme quelque peu les mésententes et désaccords qui existent par ailleurs entre ces groupes, qui font que précisément il ne s'agit pas d'un bloc unifié.

témoigne l'entreprise génocidaire du peuple palestinien par le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, soutenue par de nombreux partis au niveau international. Et, cerise (pourrie) sur le gâteau : début novembre, Donald Trump est à nouveau élu à la présidence des États-Unis.

Si certain·es évoquent une véritable percée de l'extrême droite, d'autres tendent à souligner que cette montée doit être analysée dans la durée. La droitisation et l'extrême droitisation des champs politique et médiatique ainsi que la banalisation des discours réactionnaires en leur sein sont en réalité en route depuis plusieurs décennies. En témoignent les innombrables mesures *déjà* mises en place et qui semblent avoir directement été puisées dans les programmes des partis d'extrême droite[2]. De manière sous-jacente se pose alors la question des causes et des responsabilités de la situation actuelle. Car au-delà de l'évident rôle de la droite, beaucoup pointent aussi celui joué par la gauche, celui des partis avant tout, qui depuis leurs postes gouvernementaux successifs ont participé à la mise en place de mesures d'austérité, de réduction des droits fondamentaux, au premier rang desquels ceux des personnes exilées, ou encore de politiques environnementales ne tenant pas compte des inégalités sociales. Le monde associatif et militant a lui aussi sans doute échoué à se faire entendre ou, pire, à écouter certaines réalités, enlisé dans un trop grand entre-soi.

Certain·es se refusent même à parler d'une « percée » de l'extrême droite dans la mesure où la droitisation de la société se limiterait en réalité aux champs politique et médiatique, sans coïncider nécessairement avec une droitisation des opinions au sein de la population. C'est ce qu'on pourrait

2 À ce titre, le « Plan en 70 points » du *Vlaams Blok* en 1992 est souvent pris en exemple concernant la Belgique, puisque plusieurs de ses propositions ont été depuis mises en œuvre par tous les partis dont ceux de la social-démocratie : création d'un Secrétariat d'État à l'Immigration, construction et multiplication des centres fermés pour étranger·ères, mise en place d'expulsions collectives, établissement d'une liste des pays supposés « sûrs » et pour lesquels les ressortissant·es auront moins de chances d'obtenir l'asile, etc.

 Analyse en Creative Commons CC-BY-ND

appeler une « droitisation par le haut [3] ». En outre, l'usage des métaphores de la « percée » ou de la « vague » tend à induire un caractère inéluctable au phénomène. Or, s'il est difficile de nier la sidération voire l'angoisse collective générée par cette situation, certain·es refusent d'utiliser ces mots pour ne pas s'enliser dans un sentiment d'impuissance, prenant ainsi soin de notre capacité à agir et à lutter.

C'est en résonance à cette fin d'année 2024 et aux nombreuses discussions sur les façons de la regarder et d'y faire face que *Barricade* a pensé et organisé la journée du 28 novembre dernier, « À droite toute ? [4] » Si notre intention était d'ouvrir un espace où il serait possible de partager craintes et préoccupations par rapport à l'extrême droitisation en cours, l'objectif principal de la journée invitait à sortir d'une posture de résignation en construisant ensemble des imaginaires de gauche ainsi que des perspectives politiques concrètes pour les voir advenir.

Pour ce faire, nous avons travaillé à partir de neuf thématiques : migrations, santé, éducation, justice, environnement, médias, droits sociaux, questions de genre, et monde culturel et associatif. Après une journée de réflexion et d'échanges en sous-groupes thématiques, nous nous sommes retrouvé·es tous·tes ensemble pour partager nos imaginaires et les moyens envisagés pour y parvenir [5]. Le mot de clôture de cette belle et foisonnante

3 Cette analyse se base notamment sur les travaux de Vincent Tiberj. Dans son livre *La Droitisation française — Mythes et réalités* (éd. PUF, 2024), le sociologue défend la thèse selon laquelle la droitisation de la société française est un mythe, ou du moins il conteste la droitisation générale et notamment celle des citoyen·nes. C'est à partir de plusieurs enquêtes d'opinion réalisées ces dernières années que l'on constate que les idées progressistes gagnent du terrain, particulièrement concernant les normes de genre et d'orientation sexuelle, l'acceptation de la multiculturalité, et même concernant le rôle de l'État dans l'économie (sur la question fiscale, par exemple). Tiberj parle d'un « conservatisme d'atmosphère » pour caractériser le fait que nombre de relais politiques et médiatiques imposent l'idée que les citoyen·nes seraient de plus en plus à droite et attendraient davantage de fermeté. D'autant que ces relais intellectuels, politiques et médiatiques réactionnaires, s'ils ont toujours été présents, jouissent aujourd'hui d'une plus grande visibilité.

4 Pour plus d'informations sur cet événement, voir notre communication dédiée :
> www.barricade.be/agenda/2024/11/28/droite-toute-0

5 *Barricade* va rendre disponible, sur son site internet, le dispositif d'animation utilisé pour orchestrer les discussions en sous-groupes autour des imaginaires.

journée est revenu à Olivier Starquit qui, dans sa prise de parole, retranscrite ci-dessous, nous invite à sortir de la sidération afin de réhabiliter un projet politique de gauche d'ici 2029.

La sombre photographie de 2024

2024 a sans aucun doute été l'année où le constat des effets de cinq décennies de néolibéralisme a été posé. Les idéaux mentionnés en conclusion de cette journée du 28 novembre[6] sonnent comme le contrepoint de ce à quoi nous avons été confrontés ces dernières années, à savoir : la destruction du collectif, le primat d'une vision gestionnaire, la casse des soins de santé et des services publics au nom de la rentabilité, l'injonction à être les entrepreneurs de nos propres vies et la déstructuration de nos sociétés. Et bien que certain·es ne l'avaient pas vu venir, nous sommes ainsi arrivé·es à une situation où ce sont les idées de droite et d'extrême droite qui ont gagné la bataille du récit, comme en témoigne l'omniprésence de thématiques qui leur sont chères à l'agenda politique. En outre, il semble suffire de prononcer des mots tels que « redistribution des richesses », « privilèges » ou « antiracisme » sur un média *mainstream* pour que s'abatte sur vous une tempête médiatico-politique.

Après les élections de juin 2024, il y a eu une forme de sidération, de laquelle je pense qu'il faut parvenir à sortir tout en restant lucide face à la situation. Rester lucide, en se demandant comment on en est arrivé là. Sous couvert de l'aphorisme « sans nous, ce serait bien pire », les partis sociaux-démocrates de gauche portent une forte responsabilité quant à la montée de l'extrême droite et de ses idées. À partir de 1989, plutôt que de lutter contre le capitalisme, ces derniers font en effet le choix

6 En guise d'exemples : « construire des communautés fortes et égalitaires », « abolir la multipropriété », « faire advenir des lieux de rencontre entre jeunes de différents horizons », « créer des zones autonomes de vie », « changer l'imaginaire autour des migrations », « regagner des biens communs et du temps »…

 Analyse en Creative Commons CC-BY-ND

d'accompagner son développement dans l'espoir vain de l'adoucir. Un choix politique appelé la « troisième voie », qui s'est avéré en réalité une voie de garage. Ainsi, des idées qui nous sont chères et promises par la gauche, telles que la réduction collective du temps de travail ou la répartition des richesses, ont bien vite été remisées au grenier une fois ces partis arrivés au pouvoir. En faisant leur le logiciel néolibéral et en organisant leur propre panne d'imaginaires, les partis sociaux-démocrates de gauche se sont donc retrouvés dans l'incapacité d'apporter des réponses et n'ont plus été ni écoutés, ni entendus. À tel point qu'aujourd'hui nous faisons face à la difficulté de (re)mobiliser, tant bon nombre de citoyen·nes n'y croient plus. Il y a une forme de résignation et c'est notre premier adversaire.

Le deuxième adversaire auquel nous sommes confrontés en 2024, c'est la normalisation des idées de droite et surtout d'extrême droite, c'est-à-dire le fait qu'elles soient banalisées et considérées comme normales. Elles ne suscitent plus ou si peu l'indignation. Lors du vote de désignation des commissaires européens, et bien que certain·es eurodéputé·es se soient abstenu·es ou que d'autres aient voté contre, la Commission, telle que proposée, a été validée avec en son sein Raffaele Fitto, qui provient du parti et du gouvernement italien de Meloni, donc clairement un homme politique d'extrême droite. Et comment les médias ont-ils évoqué ce vote ? Ils ont parlé d'un « vote élastique ». Or, il faut appeler un chat un chat : ce vote ne respecte pas le cordon sanitaire[7]. Il faut le rappeler, tout comme il faut continuer d'insister sur l'importance du cordon sanitaire médiatique,

7 « Raffaele Fitto, nouveau vice-président issu de l'extrême droite à la Commission européenne : la stratégie payante de Giorgia Meloni », RTBF, novembre 2024.
> www.rtbf.be/article/qui-est-raffaele-fitto-le-nouveau-vice-president-issu-de-l-extreme-droite-de-la-commission-von-der-leyen-ii-11469216

Le cordon sanitaire fait référence à l'accord politique conclu entre différents partis démocratiques belges afin d'empêcher toute alliance gouvernementale avec des partis d'extrême droite. On parle aussi de cordon sanitaire dans la sphère médiatique pour désigner le dispositif, en Belgique francophone, visant à ne pas octroyer aux partis d'extrême droite et à leurs représentants des temps de parole libre à la télévision ou à la radio.

même en Flandre. Insister sur son application a au moins un effet performatif : souligner que ces partis-là ne sont pas des partis démocratiques.

Le projet 2029, haut en couleur

Pourquoi parler d'un projet « 2029 » ? Sauf scrutins anticipés, nous n'aurons sans doute plus d'élection avant celles de 2029. S'ajoute à cela le fait qu'il n'est pas exclu de penser que les forces de gauche ne reconquerront pas nécessairement le pouvoir à cet horizon. Si rien n'est mis en œuvre, nous sommes peut-être partis pour quelques décennies de droitisation voire d'extrême droitisation de la société. Il nous reste donc 5 ans devant nous et fort heureusement, comme nous l'avons constaté dans les ateliers, les idéaux sont là. Je les ai entendus, ils existent bel et bien : abolition de la multipropriété privée, diffusion d'une perception positive de la multiculturalité et des migrations, renforcement des liens entre les luttes écologiques et sociales… La question posée est donc : comment créer et diffuser ces horizons désirables ? Si on ne saisit pas la colère et le ressentiment présents dans la société, si on ne les transfère pas dans un projet d'espoir, c'est l'extrême droite, le *putois*, qui viendra braconner sur ces terres-là et raflera la mise avec de fausses solutions[8]. Nous devons faire un important travail de réenchantement, de création de futurs souhaitables, nous devons *désincarcérer le futur*.

Bien que les idéaux soient déjà là, il reste un écueil dans l'histoire. Rêver et concevoir un imaginaire s'avère nécessaire, mais sans la construction d'un rapport de force et de lutte nous risquons de nous réveiller le matin, après avoir rêvé, et le réel sera toujours le même, c'est-à-dire complètement sclérosé. Gageons donc que cette journée-ci peut constituer, modestement,

8 La figure du putois convoquée ici représente l'extrême droite et fait référence au livre publié par Olivier Starquit, *Le Poing, la rose et le putois* (éd. Territoires de la Mémoire, 2024). Dans celui-ci, l'auteur explique que l'extrême droite exploite le désenchantement produit par la gauche — la rose — en venant braconner sur les territoires qu'elle a délaissés (NDÉ).

 Analyse en Creative Commons CC-BY-ND

la première étape de ce que j'appelle le projet 2029 visant à reconquérir l'hégémonie culturelle[9]. La bataille des récits, la bataille médiatique ainsi que la bataille sémantique doivent être menées dans ce sens. Parce que rien n'est immuable et tout peut être remodelé.

Olivier Starquit & *Barricade*

9 L'hégémonie culturelle est un concept développé par le philosophe marxiste italien Antonio Gramsci. Selon lui, « si le pouvoir bourgeois tient, ce n'est pas uniquement par la main de fer par laquelle il tient le prolétariat, mais essentiellement grâce à son emprise sur les représentations culturelles de la masse des travailleurs. Cette domination se maintient à travers la diffusion de valeurs au sein de l'École, l'Église, les partis, les organisations de travailleurs, l'institution scientifique, universitaire, artistique, les moyens de communication de masse… Autant de foyers culturels propageant des représentations qui conquièrent peu à peu les esprits. »
Voir Aurélien Berthier, « L'Hégémonie culturelle selon Gramsci », Agir par la culture, 2011.
> www.agirparlaculture.be/lhegemonie-culturelle-selon-gramsci

Pour prolonger la réflexion

Livres

— Olivier Starquit, *Le Poing, la rose et le putois*, éd. Territoires de la Mémoire, 2024 ;

— Ugo Palheta (dir.), *Extrême droite — La résistible ascension,* éd. Amsterdam, 2024 ;

— Vincent Tiberj, *La Droitisation française — Mythes et réalités,* éd. PUF, 2024 ;

— Salomé Saqué, *Résister,* éd. Payot, 2024 ;

— Vincent Scheltiens et Bruno Verlaeckt, *Extrême droite : l'histoire ne se répète pas… de la même manière,* traduit du néerlandais par Olivier Starquit, éd. du Cerisier, 2021 ;

— Antonio Gramsci, *L'Hégémonie culturelle,* éd. Payot, 2024.

Podcasts

— Yannick Bovy et Olivier Starquit, « Le Poing, la rose et le putois », FGTB Wallonne, 2024.
> https://soundcloud.com/fgtbwallonne/opinions-fgtb-200624-web?utm_source=fgtb-wallonne.be&utm_campaign=wtshare&utm_medium=widget&utm_content=https%253A%252F%252Fsoundcloud.com%252Ffgtbwallonne%252Fopinions-fgtb-200624-web

— Ugo Palheta, Minuit dans le siècle
> www.radiofrance.fr/personnes/vincent-tiberj

Vidéo

— *Ils ne passeront pas — Comprendre et combattre le fascisme qui vient,* entretien avec Ugo Palheta, émission Regards, Cepag, 2024.
> www.youtube.com/watch?v=cv0iLtB5csE

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Auteur
Olivier Starquit

Retranscription des propos
Anouk Renaud

Édition
Démis Pirard
Anouk Renaud

Corrections
Yannick Bovy
Didier Somzé

Pôle publications
Démis Pirard
Anouk Renaud

Maquette
Jérôme Becuwe

Comité éditorial
Yannick Bovy
Noëmie Cravatte
Démis Pirard
Anouk Renaud
Didier Somzé
Olivier Starquit

Analyses et études
Toutes nos analyses sont disponibles sur notre site www.barricade.be et gratuitement en imprimés, rue Pierreuse 15 – 4000 Liège *via* la librairie *Entre-Temps,* la librairie de *Barricade*.

À faire circuler – Creative Commons CC-BY-ND
Nous sommes toujours ravi·e·s lorsque nos textes et leurs idées voyagent loin au-delà des murs de *Barricade*.
Si vous souhaitez republier cette analyse (tout ou en partie), n'hésitez donc pas à nous contacter : *info@barricade.be*

Barricade asbl
Rue Pierreuse 19-21, 4000 Liège
info@barricade.be • barricade.be
Numéro d'entreprise • 0457 984 015
RPM • Tribunal de l'entreprise de Liège
IBAN • BE 22 5230 8037 1447

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Wallonie

Éditeur responsable
Jérôme Becuwe

Version
1.00 – *Parution*